

Gilles BOURQUE
Professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal
(1978)

“La nation”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca
Site web: <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gilles Bourque, “ La nation ”. Un article publié dans la revue *Les Cahiers du socialisme*, Montréal, no 1, printemps 1978, pp. 187 à 197.

Professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal, Gilles Bourque a été membre du comité de rédaction de "Parti pris" et directeur de la revue "Socialisme québécois". Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont "L'État capitaliste et la question nationale".

Le 11 juillet 2004, M. Gilles Bourque nous autorisait à diffuser, dans Les Classiques des sciences sociales, toutes ses publications. Avec notre plus grand reconnaissance. JMT.



Courriel : bourque.gilles@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

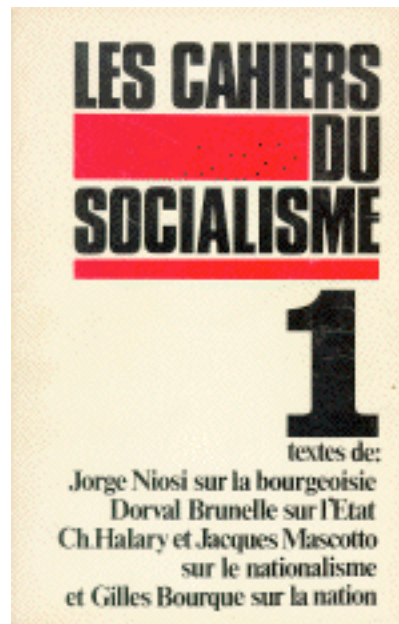
Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 12 mai 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay,
province de Québec.



Gilles Bourque,
“ La nation ”



Un article publié dans la revue *Les Cahiers du socialisme*,
Montréal, no 1, printemps 1978, pp. 187 à 197.

La publication, en mai dernier, de mon ouvrage L'État capitaliste et la question nationale a déjà donné lieu à de nombreux commentaires critiques et à des débats... passionnés. Traitant avec témérité (et sans doute avec une certaine part d'inconscience) d'une question difficile, dans une conjoncture relativement explosive, l'ouvrage a reçu une attention que je n'avais pas prévue, compte tenu de son caractère académique. Il est encore trop tôt, je crois, pour faire état de l'ensemble des critiques, certaines d'entre elles, parmi les plus articulées, ne m'ayant été transmises qu'oralement. Je crois cependant utile de faire immédiatement quelques remarques, et certaines rectifications, afin d'éviter de faire durer des ambiguïtés inutiles.

Deux remarques, d'abord : 1) le texte ne prétend en aucune façon produire une théorie pleinement articulée de la question nationale. Il ne veut (et ne peut) fournir que des éléments pour parvenir à établir cette théorie. L'État capitaliste et la question nationale ne se prétend pas autre chose qu'une lecture critique de productions marxistes et non marxistes, une recherche d'éléments théoriques pertinents, susceptibles de servir de base à l'élaboration d'une théorie pleinement articulée. 2) Le texte fonctionne à la proposition. Certains y ont vu une volonté de systématisme refermant l'ouvrage sur lui-même, comme s'il prétendait précisément à l'élaboration d'une théorie achevée. Là n'était pas l'intention de l'auteur. Tout au contraire. Le but poursuivi était de faciliter et d'éclairer le débat, d'ouvrir le texte à sa propre déconstruction. Mais passons à ce qui me semble le plus urgent.

Après avoir fait la critique de différentes définitions de la nation et après avoir analysé la notion de nation telle qu'elle fonctionne dans l'idéologie bourgeoise, j'affirme que cette notion n'est pas conceptualisable en elle-même et qu'il faut lui substituer d'autres concepts pour faire l'analyse scientifique du phénomène social auquel la notion renvoie : question nationale, formation sociale nationale et groupe linguistique.

Certains ont vu dans ces thèses une réduction de la réalité nationale, ou à tout le moins de ce qu'on appelle la nation, à un phénomène purement idéologique. Pour eux, la thèse centrale du livre pourrait se formuler de la façon suivante : la nation n'est qu'un phénomène idéologique et n'a donc pas de profondeur historique réelle. La possibilité d'une telle lecture m'a d'abord profondément étonné puisque l'ouvrage met à plusieurs reprises en garde contre ce type d'analyse. J'essaie au contraire de montrer comment la question nationale est un effet réel du mode de production capitaliste sur la formation sociale. Je tente de faire ressortir comment la formation sociale dominée par le MPC devient une formation sociale nationale. C'est donc parler de la structuration des pratiques de classes sous l'effet d'un mode de production spécifique, c'est traiter aussi bien des pratiques économiques et politiques que des pratiques idéologiques. La problématique proposée renvoie donc, en fait, à l'analyse de la lutte des classes. C'est pourquoi J'ai été d'abord si étonné que l'on ne saisisse pas cet aspect central de la problématique. La notion de nation n'est pas rejetée pour son irréalité, mais précisément parce qu'elle traite inadéquatement d'un phénomène réel.

Une relecture attentive du chapitre de mon ouvrage portant sur la notion de nation et de celui traitant de la transition au capitalisme m'a cependant permis de repérer, dans le texte même, les assises de l'interprétation qui m'étonnait. Deux ordres de problèmes me sont alors apparus : des formulations incorrectes et un vide conceptuel.

En relisant certains passages de ces deux chapitres, on peut déceler un ensemble de formulations incorrectes, à la fois excessives et imprudentes. J'écris ainsi : "Il nous semble d'ores et déjà permis d'affirmer que tenter de définir la nation, c'est-à-dire de fonder théoriquement son existence réelle est en soi une entreprise relevant de l'idéologie" (p. 134). Un peu de la même façon, cette fois à propos de la transition au capitalisme, j'écris : "Rechercher à retracer les étapes de sa formation équivaut à tenter de faire la généalogie d'un groupe imaginaire et à subir ainsi l'assujettissement à l'idéologie bourgeoise" (p. 318). Prises au pied de la lettre ces deux affirmations sont purement et simplement fausses. mais en fait, si on regarde ailleurs dans le texte, on peut constater que la thèse soutenue n'est pas aussi simpliste. En y regardant de plus près, on se rend en effet compte que la thèse est toute autre : "Nous sommes donc justifiés d'affirmer qu'il n'y a pas de nation au sens précis donné à cette notion par l'idéologie bourgeoise" (p. 143). Ce qui est rejeté, c'est l'existence réelle "d'un groupe d'appartenance à côté, au-dessus des classes sociales, ou s'additionnant avec elles" (p. 134). Il n'y a pas de groupe homogène qui transcenderait le phénomène d'irréductibilité de la lutte des classes : "il n'y a que des classes et une lutte de classes présentant toujours déjà une spécificité propre à chaque formation sociale au sein de laquelle domine le MPC (p. 143).

On peut donc constater que c'est bien la réalité d'une identité et d'une homogénéité de culture et d'intérêts entre les membres du groupe national que je nie

dans la notion de nation et non la réalité de la spécificité de la lutte des classes. C'est pourquoi J'introduis les concepts de question nationale et de formation sociale nationale ¹.

Il n'en reste pas moins vrai que mon texte produit une ambiguïté évidente. Comme on vient de le constater, des passages laissent entendre que la nation n'est qu'un groupe imaginaire, alors qu'ailleurs je souligne que, ce qui est imaginaire, c'est en fait l'homogénéité à laquelle renvoie la notion de nation. Dans la proposition V de la conclusion, je tombe presque dans le truisme. J'écris : "Le projet même de conceptualisation de la notion de nation ne peut être posé que dans l'idéologie" (p. 365). Au sens strict, ceci est une éléphantique évidence. Une notion ne peut être directement conceptualisée sans un travail critique de déconstruction. C'est d'ailleurs le principal problème posé par le travail de Staline. Qu'est-ce à dire ?

L'ambiguïté s'explique en fait par l'absence d'un concept, celui précisément de nation, qui est pourtant à l'œuvre dans le texte même, mais sans être nommé. Je m'explique en faisant un léger détour.

Si certains ont lu que je réduisais la réalité nationale ou la nation à un phénomène purement idéologique, d'autres ont cru comprendre que je remplaçais le concept de nation par celui de groupe linguistique. Ces derniers ont à la fois tort et raison. Ceci est juste dans la mesure où, lorsque je traite des luttes nationales au Québec (voir le chapitre intitulé "sur la domination intérieure"), je suis forcé d'utiliser le concept de groupes linguistiques plutôt que celui de nation. Mais cette interprétation n'est pas tout à fait exacte puisque cette utilisation est, au sens strict, le résultat d'un vide conceptuel. La réalité du groupe national, de la nation, est en fait conceptualisée sous les trois concepts de question nationale, de formation sociale et de groupe linguistique ; elle n'est pas réduite à celui de groupe linguistique.

Reprenons le raisonnement. J'essaie de montrer comment, sous l'effet de la lutte des classes produite par le mode de production capitaliste, se pose une question nationale et comment s'articule la formation sociale nationale. La formation sociale dominée par le capitalisme nationalise les rapports de classes et tend à l'assimilation des groupes linguistiques. Or le concept de groupe linguistique est légitimement employé dans un sens transhistorique, comme une réalité traversant la dominance de différents modes de production. Le concept est effectivement utile puisque sa généralité permet d'appréhender plusieurs époques de l'histoire ou d'englober des réalités différentes (ainsi, à ce niveau, il n'est pas faux de parler des différents groupes

¹ Le concept de formation sociale nationale est repris, même s'il n'est pas utilisé exactement dans la même sens, d'un article que J'ai rédigé en collaboration avec Nicole Laurin-Frenette. Voir "La structure nationale québécoise", in *Socialisme québécois*, nos 21-22, avril 1971.

linguistiques canadiens si on veut traiter de l'histoire du Canada depuis ses origines et si l'on vise aussi bien les sociétés amérindiennes que les sociétés "blanches"). Mais ce concept ne saurait remplacer celui de nation qui permet de traiter d'une époque spécifique de l'histoire. Il manque précisément un concept qui vise à saisir directement les rapports de classes tels qu'ils se présentent sous l'effet spécifique du capitalisme. Les concepts de question nationale et de formation sociale nationale recouvrent, en dernière analyse, la même réalité mais sous son angle structurel. Ils ne sauraient donc remplacer celui de nation qui aborde la question de a orme que prend directement la lutte des classes.

L'ambiguïté résulte donc de ce vide conceptuel. Pourquoi cette absence alors que tous les éléments, comme nous le verrons tout de suite, Sont présents dans le texte même pour produire une définition non nationaliste de la nation. Une déviation théoriciste qui n'en finit plus de régler ses comptes avec l'idéologie et qui arrive à se perdre dans la "critique critique" ? Peut-être bien ! Une certaine approche de la réalité sociale qui, sans être structuraliste, tend à s'égarer dans les dédales des structures des effets de structures ? Sans doute.

Le concept de nation

La nation constitue effectivement un groupe réel. Mais la très grande difficulté de la définir adéquatement résulte de deux problèmes théoriques : son rapport à la question des classes et la sous-détermination qui la constitue dans sa réalité même.

Commençons par la première difficulté. Il faut constater de façon non équivoque que l'analyse de la nation pose en son cœur même la question des rapports de classes. La nation, c'est d'abord et avant tout un ensemble de classes en lutte. C'est une forme spécifique des rapports de classes. Les nations se sont formées en Europe durant la transition au capitalisme dans la lutte de la bourgeoisie contre l'aristocratie, lutte qui s'articule dans des rapports "d'alliance" conflictuels avec la paysannerie et le prolétariat naissant. La naissance de cette nouvelle forme de rapports entre les classe (de la forme spécifique que prendront les groupes linguistiques sous le capitalisme) s'analyse à travers l'étude du développement du marché (national) sous l'effet du procès de domination des rapports de productions capitalistes, lesquels, pour s'affirmer, déterminent aussi la formation d'un nouveau type d'État (national) et l'apparition d'une nouvelle idéologie (nationaliste). On comprend ici que les nations apparaissent sous l'effet d'un mode de production spécifique qui crée la question nationale et la formation sociale nationale.

Une tentative de définition marxiste de la nation doit donc envisager directement et de façon absolument prioritaire la question des rapports de classes. Si la nation constitue une forme spécifique des rapports de classes, il est clair que l'on ne peut définir cette forme sans s'attacher d'abord et avant tout aux rapports qui la créent. Seule cette façon de procéder permettra de considérer la forme qu'est la nation pour ce qu'elle est. Nous prendrons ici pour exemple la "formation psychique" et la "culture commune à la nation" retenues dans la définition de Staline. Si l'on peut à juste titre parler des caractéristiques nationales de la culture, il est clair que cette culture est d'abord et avant tout une culture de classe. Son caractère spécifique résulte précisément des rapports de classes, de la lutte des classes dont elle est issue. Il n'y a pas d'abord une culture et ensuite des classes. Il y a des cultures de classes qui tirent leur spécificité de la particularité de la lutte des classes à travers laquelle elles s'élaborent. L'échec de la plupart des définitions de la nation résulte précisément du fait que l'on ne voit pas que des rapports fondamentalement antagoniques peuvent créer des spécificités (et donc des possibilités d'alliance) sans produire une homogénéité et une identité qui nieraient l'antagonisme qui les fondent.

La nation matérialise donc une forme spécifique de rapports de classes. Considérons-la provisoirement comme un ensemble de classes en lutte, ensemble historiquement déterminé. L'analyse du groupe national renvoie ainsi de façon absolument prioritaire à l'histoire et à la multiplicité des formes et des situations historiques. Aussi est-il extrêmement dangereux de tenter de produire une définition fonctionnant par addition de caractéristiques. L'histoire démontre à satiété comment les nations étant en perpétuel procès de formation ou de dissolution, il faut éviter de tomber dans une casuistique servant des intérêts plus ou moins douteux.

Parler d'un ensemble historiquement déterminé de classes en lutte, c'est déjà référer implicitement à un ensemble de critères, mais sans qu'il soit nécessaire de les additionner. on pense d'abord à celui de la langue, bien sûr : on s'imagine mal un rapport de classes sans code sémantique dominant permettant la communication. L'assimilation constitue d'ailleurs le support principal de la nationalisation des rapports sociaux sous l'effet du MPC. De la même façon, on ne saurait parler de nation sans la présence d'ensembles idéologiques produisant une représentation de ce rapport de classes : en clair, une Idéologie nationaliste ou, à tout le moins, une idéologie posant l'existence des particularités nationales. Enfin, si l'on traite d'une lutte de classes historiquement déterminée, on prend en considération l'existence d'effets politiques pertinents. La nation doit se manifester politiquement à travers la spécificité de la lutte des classes. Au Québec, cette spécificité se matérialise dans des appareils politiques provinciaux qui permettent de reconnaître facilement la nation québécoise. Mais l'inexistence de pouvoirs politiques régionaux n'empêche nullement que puisse exister une spécificité de la lutte des classes manifestant sur la scène

politique l'existence d'une nation différente. Ainsi, la présence des Acadiens du Nouveau-Brunswick, minorité dans une province, se manifeste sur les scènes politiques provinciale et fédérale sous une forme et dans des luttes particulières. Les Acadiens, ensemble de classes en lutte historiquement déterminé, se différencient à la fois des Québécois et des Canadiens. Ils me semblent donc constituer une nation. Cette spécificité qui les particularise remonte d'ailleurs à la Nouvelle-France alors que les contacts réels entre l'Acadie et le Canada étaient extrêmement peu fréquents.

On se rend compte que la prise en considération de la lutte des classes nous permet d'introduire la question du politique au cœur même du problème de la définition de la nation. La politique est au contraire exclue dès le départ dans la définition de Staline, parce qu'il définit la nation comme une somme d'individus.

Cet ensemble de classes est historiquement déterminé. L'analyse des nations renvoie donc à une multiplicité d'histoires concrètes. Mais ces histoires s'articulent à une époque déterminée du déroulement de l'Histoire. Ces ensembles sont historiquement déterminés sous l'effet d'un mode de production spécifique : le mode de production capitaliste. Cet aspect de la définition est presque unanimement admis chez les marxistes, comme chez les non-marxistes, même si cela choque les nationalistes qui croient à l'éternité de leurs fantasmes. Mais il faut éviter de faire une lecture simpliste de cette affirmation. La question nationale peut apparaître, les nations peuvent se former, même si le capitalisme n'est pas pleinement développé au sein d'une formation sociale. Son apparition comme phénomène social se situe durant la transition alors que le capitalisme n'est pas encore dominant. De même, c'est souvent la particularité régionale de l'articulation du mode de production capitaliste avec un ou des modes de production pré-capitalistes qui favorise la reproduction de nations différentes au sein d'un même État : ainsi la présence massive des francophones au sein d'une agriculture de petite production marchande a très certainement contribué à la production et à la reproduction d'une spécificité de la lutte des classes au Québec. Le capitalisme ne domine pas seulement sur le plan économique les modes de production pré-capitalistes : on voit comment sa dominance modèle la spécificité des luttes de classes en lui donnant une forme nationale.

La nation constitue donc un ensemble sous-déterminé. Mais, voilà la très grande difficulté du problème, si c'est dans la lutte des classes qu'est créée et reproduite la nation, les deux phénomènes (la classe et la nation) ne sont pas absolument réductibles l'un à l'autre dans leur matérialité historique. Ainsi, la nation ne peut être unilatéralement définie comme un groupe d'individus, puisqu'elle est créée dans sa réalité même par la lutte des classes. Le procès d'affirmation du mode de production capitaliste tend à détruire les groupes linguistiques existant avant son apparition. Il tend à les faire disparaître en les fondant littéralement dans une seule et même nation

ou en provoquant la redéfinition des groupes linguistiques "récalcitrants" comme des nations dominées et des minorités nationales.

On ne peut donc définir la nation sans la rapporter directement au phénomène de la lutte des classes. C'est ce que nous avons fait jusqu'ici en la considérant d'abord et avant tout comme un ensemble historiquement déterminé de classes en lutte. Mais on ne devrait pas pour autant réduire la définition de la nation à la seule réalité des rapports de classes. Ainsi, même si en le faisant on saisit la réalité fondamentale, on ne peut définir la nation unilatéralement comme une structure de classe ; ce que j'avais fait dans *Classes sociales et question nationale au Québec*². La nation ne s'analyse que dans son procès de formation et de reproduction, lequel est en fait un procès d'assimilation continu de différents agents appartenant ou avant appartenu à des groupes linguistiques différents. C'est donc dire qu'il n'y a pas de structure de classes nationalement pure. Toutes les classes dans la plupart sinon dans toutes les formations sociales capitalistes sont marquées d'un rapport majorité-minorité. On ne peut donc produire une définition exclusivement "classiste" de la nation sans tomber dans le réductionnisme et, curieusement, dans le nationalisme lui-même. On risque, en effet, dans ce dernier cas, de produire des analyses affirmant l'existence de structures de classes nationalement hétérogènes (surtout dans le cas des États multinationaux)³. Le mode de production capitaliste, dans le même procès sans cesse à reproduire, divise les agents en classes et les regroupe en nations. Il les recrute dans les classes pré-capitalistes et dans les rapports sociaux collectivistes (bandes, tribus...) et n'en finit plus de remodeler en nations les groupes linguistiques qui regroupaient ces agents et les différenciaient les uns des autres.

Je me risquerai donc à définir la nation comme l'ensemble spécifique des agents divisés-regroupés dans le procès de la lutte des classes déterminé par le mode de production capitaliste.

Soulignons, pour terminer, que le caractère de sous-détermination souligné plus haut implique que le traitement de la question nationale exige un appareil conceptuel qui drapasse largement la seule définition adéquate de la nation. Bien plus, la définition non-nationaliste de la nation, le concept même de nation ne peut être produit de façon pleinement satisfaisante que dans son rapport à d'autres concepts plus englobants : J'ai proposé ceux de question nationale, de formation sociale

² Gilles Bourque : *Classes sociales et question nationale au Québec 1760-1840*, Parti Pris, Montréal, 1970.

³ Ainsi l'analyse du Québec en termes de double structure de classes introduite dans mon ouvrage *Classes sociales et question nationale au Québec* (opus cit.), reprise dans Bourque-Frenette : « La structure nationale québécoise » (opus cit.) et, plus récemment, dans Denis Monière : *Le développement des idéologies au Québec*, Éditions Québec-Amérique, Montréal, 1977. Ces trois textes flirtent à des degrés divers avec cette problématique.

nationale et de groupe linguistique. C'est, semble-t-il, la lecture qui doit être faite des textes de Lénine qui pose le politique comme lieu sur-déterminant de la question nationale. En élaborant une théorie de l'État national, Lénine place l'analyse sous la primauté de la lutte des classes. Nous ne reprendrons Pas ici l'exposition de ces propositions, le lecteur pouvant se référer à notre ouvrage. Qu'il nous suffise de constater que le concept de formation sociale nationale peut nous permettre de poser le problème de la sous-détermination du groupe national. Type spécifique de formation sociale dominé par le capitalisme, la formation sociale nationale réunit un ensemble de classes antagonistes et non-antagonistes dont les agents peuvent être de nations différentes ⁴. On peut saisir ici, à travers la création du marché national et de l'État national, l'effet d'assimilation-nationalisation des groupes linguistiques en une seule et même nation, en même temps qu'il est permis d'ouvrir l'analyse aux contre-tendances à l'assimilation et à la question de la production et de la reproduction de nations différentes au sein d'une même formation sociale. On peut ainsi penser la forme nationale des luttes de classes sans réduire l'analyse à l'opposition entre des nations. Et, il est permis de poser la primauté de la lutte des classes dans le champ national sans surestimer la réalité nationale, mais aussi sans la nier, ce qui est out aussi dangereux théoriquement et politiquement.

Fin.

⁴ Ceci n'exclut nullement la présence au sein de la formation sociale nationale d'autres ensembles sociaux qui ne sont ni des classes ni des nations : les clans et les tribus par exemple qui, même s'ils sont le plus souvent en voie de dissolution, ne sont devenue ni des classes ni des nations. Nous ne tentons de saisir ici que la tendance dominante déterminée par le MPC sur la formation sociale.